

Règlement de consultation



Marché de prestation intellectuelles en procédure Adaptée

2023-10

Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de gestion de proximité des biodechets

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : 23/06/2023

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue du marché	3
Article 2 - Forme et structure de la consultation	3
Article 3 - Variantes.....	4
Article 4 - Reprise de personnel	Erreur ! Signet non défini.
Article 5 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique ...	Erreur ! Signet non défini.
Article 6 - Marché réservé	Erreur ! Signet non défini.
Article 7 - Durée du marché et autres délais	4
Article 8 - Mode de dévolution du marché	4
Article 9 - Mode de règlement et modalités de financement	4
Article 10 - Présentation des candidatures et des offres	4
10.1 Pièces de la candidature.....	5
10.2 Pièces de l'offre	6
10.3 Sous-traitance	6
Article 11 - Sélection des candidatures et des offres	7
11.1 Sélection des candidatures.....	7
11.2 Critères de jugement des offres.....	8
Article 12 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires	9
12.1 Contenu du dossier de consultation.....	9
12.2 Modification de détail du dossier de consultation.....	10
12.3 Renseignements complémentaires	10
12.4 Visite du site.....	10
Article 13 - Modalités d'envoi des offres électroniques	10
Article 14 - Copie de sauvegarde	11
Article 15 - Procédures de recours	11

Article 1 - Objet et étendue du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude préalable a l'instauration d'un dispositif de gestion de proximité des biodéchets.

Il s'agit d'un marché de prestation intellectuelles

Tranches

Le marché n'est pas à tranches.

- Lieu d'exécution des prestations : Périmètre de compétence du SYSTOM des Pyrénées
- Lieu de livraison des prestations : 31800 Saint-Gaudens

Article 2 - Forme et structure de la consultation

Il s'agit d'une consultation passée en procédure adaptée en application des dispositions de l'article R.2123-1, 1° du code de la commande publique.

Négociation

L'acheteur prévoit de négocier avec les candidats. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées au sens de l'article R2152-4 du Code de la commande publique seront éliminées. En revanche, les offres irrégulières ou inacceptables au sens des articles R2152-2 et R2152-3 du Code de la commande publique seront admises à la négociation, à condition de ne pas être anormalement basses.

L'acheteur se réserve toutefois le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

Allotissement :

Compte tenu du fait que la dévolution du marché sous forme de lots risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations, la présente consultation n'est pas allotie.

Quantité ou étendue du marché

La description précise du besoin figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3 - Variantes

Conformément à l'article R2151-8 du Code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 - Durée du marché et autres délais

Le marché est passé pour la durée précisée à l'acte d'engagement.

Le présent marché n'est pas reconductible.

Délais d'exécution

Pour la partie forfaitaire, les délais d'exécution des prestations débiteront à compter de la notification du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée à juillet 2023

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des plis.

Article 5 - Mode de dévolution du marché

Conformément à l'article R2142-19 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se présenter en candidat unique ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire.

La forme du groupement après l'attribution du marché n'est pas imposée.

Article 6 - Mode de règlement et modalités de financement

Les stipulations relatives au mode de règlement, aux modalités de financement et au cautionnement figurent au cahier des charges valant acte d'engagement

Article 7 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

La signature n'est pas requise lors de la remise de l'offre.

Seul le contrat unique valant acte d'engagement devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat peut cependant choisir de signer le contrat unique dès le dépôt de son offre.

Les modalités de signature électronique sont indiquées dans le guide de la dématérialisation joint au présent règlement de consultation.

Le candidat devra fournir un dossier complet constitué des pièces suivantes :

7.1 Pièces de la candidature

Situation juridique :

Les déclarations, certificats et attestations prévus aux articles R2142-1, R2143-3 et R2143-11 du Code de la commande publique permettant de vérifier que le candidat satisfait aux conditions de participation à la consultation (ces documents devront être fournis pour chacun des membres du groupement éventuel) :

- Une lettre de candidature (sur papier libre ou DC1 transmis en annexe) comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché (et le numéro du lot, le cas échéant).
Pour une soumission en groupement, les candidats indiqueront, par tous les moyens à leur convenance, la forme de leur groupement, l'identification des membres du groupement, ainsi que la désignation du mandataire.
- Une déclaration sur l'honneur (sur papier libre ou DC1 transmis en annexe), pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Capacités financières :

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019, si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessous, il est autorisé à prouver sa capacité économique ou financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (sur papier libre ou DC2).
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

- Capacités professionnelles et techniques :

Conformément aux dispositions de l'article 3.I de l'arrêté du 22 mars 2019, le candidat ne peut apporter d'autres moyens de preuve que les renseignements ou documents suivants :

- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail

- Dispositions communes aux capacités financières, professionnelles et techniques

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour les entreprises nouvellement créées, le candidat pourra fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

7.2 Pièces de l'offre

- Le cahier des charges complété

En cas de groupement conjoint, devra être indiquée très clairement la répartition des prestations entre le mandataire et ses co-traitants (tableau à annexer).

En cas de groupement solidaire, identifier le mandataire et donner un relevé IBAN/BIC au nom des différentes entreprises du groupement sauf dispositions contraires prévues expressément (répartition des tâches par entreprise) dans le dossier. Dans le cas où le relevé IBAN/BIC est au nom du mandataire, il doit y avoir une habilitation en faveur du mandataire.

- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le mémoire technique comprenant tous les éléments permettant d'apprécier la conformité de l'offre et de lui attribuer une note éclairée à la lecture des critères énumérés à l'article 8.2

7.3 Sous-traitance

En application de l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance est autorisée à condition de produire (sur papier libre ou DC4) :

- Un engagement écrit du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique ;
- Une déclaration du sous-traitant justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation.

Article 8 - Sélection des candidatures et des offres

8.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures est examinée en application des articles R. 2144-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les candidats doivent disposer :

- de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle,
- de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public. Ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché public ou à ses conditions d'exécution.

Les candidatures sont examinées au vu des éléments décrits à l'article "Pièces de la candidature" du présent document.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique ne seront pas admises.

Ainsi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est possible. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr> et de choisir le DUME comme modalité de réponse pour la candidature. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux)
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

8.2 Critères de jugement des offres

Les offres sont examinées en fonction des critères pondérés suivants :

- Prix : 60 %

- Valeur technique : 40 %

* Sous-critère A : Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations : 40 %

Une attention particulière sera portée ici à l'expérience, aux qualifications et aux réalisations des personnes en charge de réaliser l'étude.

* Sous-critère B : Modalités de réalisation de l'étude : 60 %

Une attention particulière sera portée à la méthodologie employée, aux interlocuteurs dédiés, au déroulement des phases successives et ainsi qu'aux modalités de présentation des livrables.

- La valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction du (des) sous critère(s) pondéré(s) indiqué(s) ci-dessus.

Le(s) sous-critère(s) sera (seront) noté(s) suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Chaque note fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NVT (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note valeur technique globale (NVT) maximale (6), la note technique de l'offre (des offres) présentant la meilleure valeur technique sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule : $\text{Note corrigée} = (\text{Note analysée} \times 6) / \text{meilleure note avant correction}$.

NVTp (note valeur technique pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

- Le prix

Le critère prix sera apprécié au regard :

De la décomposition du prix global et forfaitaire et du montant indiqué dans le CCP-AE

La note correspondant au critère prix, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.

Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 6. Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :

$NP = (\text{Meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 6$

NPp (note prix pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du Détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce Détail quantitatif estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du Détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération.

En cas de discordance entre le montant figurant dans le cahier des charges et la décomposition du prix forfaitaire seul le montant porté dans le cahier des charges prévaudra et les prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire seront rectifiés en conséquence.

Note globale :

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chaque critère :

$N = (NVTp + NPp)$

L'entreprise ayant la note globale N la plus élevée sera économiquement la plus avantageuse.

L'entreprise ayant la note globale N la plus élevée sera économiquement la plus avantageuse.

- un classement tenant compte uniquement de l'offre de base ;

Si le candidat attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire devra produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Article 9 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires

9.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ☐ Le cahier des charges valant acte d'engagement
- ☐ la décomposition du prix global et forfaitaire
- ☐ le Cahier des Clauses Techniques Particulières

9.2 Modification de détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation.

Le délai de 10 jours sera décompté en jours francs à partir de la date de réception de ces modifications par les entreprises candidates au marché. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces modifications seront transmises par voie électronique conformément à l'article "Renseignements complémentaires".

9.3 Renseignements complémentaires

Tout renseignement complémentaire sera communiqué par l'acheteur, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de remise des offres pour autant que les demandes aient été reçues par l'acheteur 10 jours francs avant cette date.

Les demandes de renseignements devront être adressées **par la voie électronique** sur la plateforme de dématérialisation accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Aucune demande par courrier électronique ne sera acceptée.

9.4 Visite du site

Aucune visite de site n'est prévue dans le cadre de cette consultation.

Article 10 - Modalités d'envoi des offres électroniques

Attention : depuis le 1^{er} octobre 2018, ne sont acceptées que les offres électroniques, déposées sur le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr>

Toute offre papier sera déclarée irrégulière.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les plis dématérialisés doivent être déposés sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-securises.fr>

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Les candidats présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

En cas de signature électronique : celle-ci doit être conforme aux formats .Xades, .Cades ou .Pades. Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Toutefois le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette.

Article 11 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une **copie de sauvegarde** transmise dans les délais impartis, sur support physique papier ou électronique (CD-ROM, clé USB). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention "copie de sauvegarde", ainsi que le nom du candidat et l'identification de la consultation concernée.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- La candidature et l'offre transmises par voie électronique sont infectées par un virus ;
- La candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- La copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Il appartient au candidat que les documents transmis sont exempts de tout **virus informatique**. Tout fichier infecté fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les copies de sauvegarde papier peuvent être adressées par voie postale en courrier recommandé et accusé de réception, déposées contre récépissé à l'adresse suivante :

*La Graouade Route du Circuit
31800 Saint-Gaudens*

Horaires d'ouverture des bureaux : du lundi au vendredi : 9h-12h et 14h-17h

Article 12 - Procédures de recours

Les dispositions non prévues par le présent marché et ses annexes seront réglées conformément aux prescriptions :

- Du Code de la commande publique,
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de prestations intellectuelles.

En cas de litige qui ne pourrait être résolu à l'amiable, les Tribunaux compétents seront saisis